

déclare jamais la guerre à ceux qui la font déjà! Je n'en dirai pas davantage à ce sujet. Tout ce que je veux dire, c'est que nous collaborerons avec le gouvernement, fédéral ou provincial et que nous accepterons toute restriction. Nous pouvons y arriver grâce à une réduction de 1 p. 100 du taux de la croissance de la demande.

● (2050)

Je terminerai mes commentaires à ce sujet en disant qu'en récupérant simplement les déchets qui nous entourent et, qui polluent l'air et le sol, nous pourrions faire baisser la demande de l'ordre de 10 à 15 p. 100 et du même coup, récupérer de l'argent. Tous les grands immeubles du pays devraient recycler leurs eaux-vannes, récupérer les matières solides pour se procurer l'énergie voulue pour se chauffer en hiver et se rafraîchir en été. C'est possible, les expériences l'ont démontré; le contribuable fédéral paie le coût de ces recherches.

On peut voir d'après cette déclaration que la maison de relations publiques qui a été engagée pour l'écrire ignore ce qui se passe. Nous avons suffisamment de déchets dans nos villes, nos fermes et nos forêts pour nous donner toute l'énergie dont nous avons besoin. N'oublions pas que nos méthodes actuelles d'exploitation forestière ne permettent d'utiliser que 40 p. 100 des arbres. Mais parlons d'autre chose.

Voyons ce qu'a déclaré le ministre à propos de l'établissement d'un régime fiscal.

Nous devons établir un régime fiscal qui assurerait une répartition équitable des revenus entre les producteurs, les consommateurs et les gouvernements, et qui laisserait à l'industrie suffisamment de ressort pour l'encourager à poursuivre les travaux d'exploration et de mise en valeur nécessaires pour permettre au Canada de répondre lui-même à ses besoins en matière d'énergie;

Le jour même où le ministre nous lit cette déclaration, la Chambre étudie un budget qui, avec les revendications des provinces, alourdit la charge fiscale des industries extractives d'une taxe allant de 90 à 120 p. 100 sur leurs bénéfices. Quelle hypocrisie! Quant à l'accord au sujet de Syn-crude dont on a parlé l'autre jour, il se fonde sur un principe d'investissement dépassé et une structure marginale qui ne laisse rien aux propriétaires des ressources. Les compagnies y risquent leur chemise, sans parler des gouvernements. Je dis simplement: montrons-nous honnêtes.

Le ministre a mentionné qu'il n'avait pas l'intention d'imposer de taxe sur les pompes à chaleur. Bravo! Cela fait 50 ou 60 ans qu'on devrait les utiliser dans notre pays.

La Société centrale d'hypothèques et de logement possède un document qui démontre que, dans la région d'Ottawa, un simple dispositif captant l'énergie solaire coûtant environ 200 dollars par maison pourrait fournir 70 p. 100 de la chaleur nécessaire à une maison. Cela se trouve dans le rapport. L'utilisation des déchets de l'agriculture, des déchets forestiers, tout cela parerait à la demande d'énergie dans le pourcentage beaucoup plus élevé que ne pense le ministre.

Si nous n'utilisons pas ces différentes sources d'énergie, nous serons obligés de construire beaucoup plus d'usines d'énergie nucléaire et d'intensifier la prospection du charbon, de mettre au point des dispositifs utilisant la fusion nucléaire; je ne sais pas quelle en sera la conséquence pour notre environnement. Les autres sources dont j'ai parlé sont propres. De plus, elles nous rapporteront de l'argent. Je n'ai même pas parlé des sources d'énergie plus rares—l'énergie tirée de l'hydrogène, etc; nous ne sommes pas obligés de nous en préoccuper puisque nous avons les

### Conservation de l'énergie

autres sources d'énergie de façon permanente. Au Canada, aujourd'hui, les déchets représentent plus d'argent que la production.

Il y a plus d'argent dans la paille que l'on jette dans l'état actuel de nos connaissances, que dans le blé lui-même. Je pourrais dire la même chose de tous les produits.

Nous avons vu ce soir un ministre et un gouvernement sacrifier aux relations publiques. Voilà ce qu'il en est.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Le Canada est un pays fort. Il survivra. Mais ce sera plus facile en se débarrassant de ce gouvernement.

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) d'avoir mis à notre disposition le texte de son discours. Je l'ai lu avec grand intérêt et, en même temps, avec une grande inquiétude. Nous ne pouvons dans les quelques minutes qui nous sont allouées aborder tous les sujets dont il a traité. Pourtant, j'aimerais faire quelques observations.

Tout d'abord, on peut dire de la campagne du ministre en faveur de la conservation de l'énergie que c'est un beau geste, mais qu'il vient trop tard.

Le ministre a déclaré ce soir:

Au début de cette décennie, le gouvernement du Canada avait prévu l'aube de ce temps nouveau...

Il l'a peut-être prévu, mais il n'a rien fait pour s'y préparer.

Il y a seulement quatre ans, les députés de mon parti ont essayé désespérément de faire annuler la décision de l'Office national de l'énergie autorisant l'exportation aux États-Unis de 6.3 milliards de pieds cube de gaz. Nous avons alors fait valoir que nos propres réserves ne nous le permettraient pas sans risque de pénurie au Canada. On nous a tournés en ridicule. Maintenant, on l'admet, nous nous trouvons dans une situation difficile.

Il y a quelques années à peine, le prédécesseur du ministre et l'actuel président du Conseil du Trésor (M. Chrétien), alors ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, faisaient des discours aux États-Unis et invitaient les dirigeants de l'industrie du pétrole et du gaz à venir au Canada où des ressources illimitées attendaient qu'on veuille bien les exploiter. Si le gouvernement a prévu cette situation au début de la décennie, sa politique pétrolière ne le montre guère, puisque nous avons continué à exporter d'importantes quantités de pétrole. Par exemple, au 31 juin dernier, nous avons exporté aux États-Unis, au cours des douze mois précédents, 60 p. 100 de notre production.

Nous, dans notre parti, nous avons signalé que nos réserves s'épuisaient, mais le gouvernement et l'Office national de l'énergie ont alors accepté sans discuter les chiffres que leur a produits l'industrie pétrolière et qui se sont depuis révélés exagérés et peu réalistes; le gouvernement continue d'ailleurs à autoriser une importante exportation de pétrole et de gaz aux États-Unis.

Même aujourd'hui, conscients que nous sommes que nous nous trouverons dans une position déficitaire dès le début des années 80, nous nous donnons sept ans pour réduire graduellement et mettre enfin un terme à nos exportations. Dans sept ans, que nous ayons réduit ou non nos exportations, nous n'aurons plus grand-chose à exporter.

Je suis pourtant heureux ce soir qu'ait enfin sonné l'heure de vérité—que le gouvernement nous dise enfin: il